

## **LE CONTRE-TERRORISME ENTRE LES PARADOXES DU RENSEIGNEMENT ET LA TENTATION MILITAIRE**

*Contribution au « Homeland and Global Security Forum », Monaco, 03/11/2006*

En ce qui concerne les attentats du 11/09 - qui sont souvent considérés - à tort - comme l'acte fondateur du terrorisme djihadiste, il convient d'abord de noter que - pour la première fois dans l'histoire contemporaine - une opération de destruction massive a été commise par des non professionnels de la violence, non munis d'armes par nature et n'agissant pas pour le compte d'un Etat ou d'un groupe à vocation d'Etat

A l'évidence, et quelle que soit son ampleur, ce type d'attaque relève plus de la criminalité, voire de la pathologie, que d'une offensive militaire. L'opinion publique et la presse ne s'y sont d'ailleurs pas trompées. L'une et l'autre n'ont mis en cause ni l'armée ni la défense militaire. Dès le lendemain de l'attentat on a pointé du doigt la responsabilité et les carences des services de sécurité et de renseignement. Même si cette accusation était exagérée et en partie injuste, elle constituait la reconnaissance implicite du fait que ce genre de défi meurtrier relève de la compétence et des méthodes des services de renseignement et non de contre mesures militaires ou de harcèlement sécuritaire indifférencié.

Evidemment, l'éradication du régime afghan des Talibans par des moyens militaires paraît justifiée puisqu'il s'agissait d'une puissance étatique dotée d'une armée régulière qui revendiquait le fait de donner asile et facilités à une organisation terroriste meurtrière. Mais, au-delà de cette mesure de salubrité indispensable, il est clair que ce n'était pas le régime des Talibans qui était responsable des attentats du 11/09, pas plus que de ceux contre les ambassades US en Afrique, ni - par la suite - ceux de Madrid, Londres, Casablanca ou Bali.

Pour faire court, les djihadistes salafistes ne sont pas un instrument de la politique étrangère d'un Etat constitué comme l'est le Hizballah pour l'Iran, comme l'étaient l'euro-terrorisme pour le bloc de l'Est, le groupe Abou Nidal ou le FPLP-CG d'Ahmad Gibril pour certains régimes arabes. Contre ces mouvements là, la menace militaire contre l'Etat sponsor peut se révéler efficace. En revanche la poursuite et la généralisation d'une stratégie de type militaire contre une organisation violente déterritorialisée, non hiérarchisée, paraît beaucoup plus hasardeuse. Bien que poursuivie depuis maintenant cinq ans, cette stratégie n'a pas fourni de résultat appréciable et le niveau de la menace est - de l'avis de tous - au moins aussi élevé, voire plus, qu'en 2001.

Puisque la responsabilité des services de renseignement avait été mise en cause, il aurait sans doute été opportun d'analyser les raisons de leurs difficultés à prévoir, anticiper et neutraliser l'attaque. Une telle démarche aurait au moins permis d'essayer de répondre aux deux questions fondamentales qui guident toute enquête de type policier : « qui » ? et « pourquoi » ? (quel est l'auteur ?- quel est le mobile ?) plutôt qu'à l'interrogation fondamentale de toute action militaire qui est « comment ? ».

En la matière, « Comment » n'est pas pertinent car il est rare que deux actions terroristes se déroulent de la même façon et avec les mêmes acteurs – surtout dans le cas de kamikazes. « Comment » conduit à une inflation de scénarios plus apocalyptiques les uns que les autres, donc de mesures préventives de plus en plus contraignantes et en général inadaptées dans la vieille tradition de la rivalité entre l'obus et la cuirasse. On vient d'interdire aujourd'hui même aux passagers des vols aériens de voyager avec des flacons de liquide de plus de 10 ml. Je n'ose imaginer ce qui se passera quand un soit-disant expert en sécurité découvrira que l'on peut très bien prendre l'avion après avoir ingéré une quantité opérationnelle d'explosif liquide ou pâteux et l'activer avec n'importe quel instrument électronique comme un téléphone portable...

Bref, « Qui » et « Pourquoi » ont été balayés d'un revers de main. Il a été admis une fois pour toutes – tant par les politiques que par les grands médias, donc par les opinions publiques - que « Qui » c'était Oussama Ben Laden et que « Pourquoi », c'est parce qu'il est méchant et appartient à « l'Axe du Mal »....

Un raisonnement aussi simpliste serait risible s'il était sans conséquences. Ce n'est pas le cas. Reste à savoir pourquoi les décideurs politiques et les médias se contentent d'une explication aussi infantile et n'ont pas utilisé les instruments à leur disposition – c'est à dire leurs services de renseignements – pour mieux identifier la menace et s'en prémunir. Si l'on admet – pour les nécessités de la démonstration – que les politiciens ne sont pas tous stupides, pour quelles raisons ont-ils opté pour une riposte violente, planétaire et indifférenciée à la menace - dont on constate les dérapages de Kaboul à Guantanamo, de l'Irak au Liban, des banlieues de Madrid à celles de Londres - plutôt que pour un traitement ciblé, adapté et chirurgical ?

Compte tenu du temps imparti, j'en retiendrai schématiquement quatre qui s'inscrivent dans la thématique de ce forum :

### **1/ Le temps du renseignement n'est pas celui des politiques et des médias**

Je veux témoigner ici du fait que – à l'été 2001 – les services de renseignements américains et alliés avaient réuni des indices sérieux et convergents sur l'imminence d'une attaque d'envergure, probablement par moyens aériens, contre les intérêts américains dans le monde. Diverses notes formelles ont été transmises sur ce sujet. A l'époque, ces indications n'ont été prises en compte par personne faute d'éléments plus concrets car il est exact que aucun service concerné n'était en mesure de préciser le lieu et l'heure exacte.

Nous verrons tout à l'heure ce qui se serait passé si nous avions été en mesure de le faire.

Mais, de toutes façons cela n'a qu'une importance relative car, à l'époque, l'attention des politiques et des opinions publiques était focalisée sur d'autres sujets. Ainsi, en France, j'avais reçu en juillet 2001, l'ordre formel de reconvertir la moitié de mes effectifs anti-terroristes vers les problèmes d'immigration clandestine qui se manifestaient alors de façon spectaculaire et très médiatique.

Or la lutte anti-terroriste ne relève pas du renseignement conjoncturel ou de crise. Elle s'inscrit dans le long terme par l'observation et les suivi ininterrompus de parcours individuels et collectifs.

Contrairement aux illusions véhiculées par les fictions populaires, l'adversaire actuel est impénétrable. Les Jamaa Islamiyyah – qui sont le bras armé de la Confrérie des Frères Musulmans – et dont les diverses composantes locales – y compris la Qaïda - sont responsables des attentats islamistes de ces 8 dernières années, fonctionnent sur le modèle des mafias ou des sectes les plus fermées. Tout individu qui tenterait de s'y introduire pour le compte d'un tiers

serait immédiatement détecté et éliminé ou converti à la cause. Les cibles sont donc observables de l'extérieur mais pas de l'intérieur et – en tous cas – pas au niveau de la décision.

Le renseignement anti-terroriste fonctionne donc suivant le principe de la « boîte noire ». On essaye d'en déterminer le fonctionnement interne en observant ce qui y entre, ce qui en sort et les transformations subies. C'est une technique subtile, étalée dans le temps, coûteuse en moyens humains et techniques, qui ne répond en aucun cas au besoin d'immédiateté affichable des politiques et des médias

## **2/ La méthodologie de la lutte antiterroriste est par nature sans visibilité**

La vocation première du contre-terrorisme n'est pas de courir après des terroristes qui ont commis l'irréparable. Cela relève alors de l'action classique des services de police et de justice, voire – effectivement - de l'action armée.

La vocation de la lutte antiterroriste est d'empêcher en amont que l'action terroriste soit commise et si possible d'empêcher même qu'elle soit conçue et pensée. C'est une tâche longue, difficile et ingrate qui ne produit aucun résultat affichable en termes d'image pour les politiques et les médias.

Sur la base de renseignements fiables il va falloir mettre en œuvre un cocktail subtil et coûteux de pressions sécuritaires, policières, judiciaires, appuyées de mesures diplomatiques, financières, sociales et culturelles pour enrayer la mécanique qui conduit à la violence politique. Ce sont évidemment des actions qui ne peuvent être visibles ou médiatisées puisqu'elles relèvent avant tout du procès d'intention et de l'ingérence.

Le problème est que – quand cette stratégie est efficace - ce qui aurait du - ou ce qui aurait pu - se produire en termes d'actes de violence ne se produit pas. Les politiques, les médias, l'opinion publique s'interrogent alors sur l'utilité et le coût d'un dispositif qui semble ne rien empêcher puisque rien ne se produit. On en vient même à se demander si le dispositif de lutte antiterroriste n'invente pas la menace pour justifier sa propre existence. Jean Louis Bruguière qui a développé avec la meilleure efficacité le système de lutte que je viens de décrire en sait quelque chose...

## **3/ La structure de la menace impose des choix politiques délicats**

Pour la première fois dans l'histoire contemporaine nous sommes confrontés à une violence politique qui n'est pas le support plus ou moins direct d'une stratégie d'Etat mais qui est le produit paroxystique d'un cocktail explosif composé des éléments disparates suivants :

- une stratégie confuse mais efficace de contrôle des masses par un mouvement populiste démagogique et sectaire transnational ;
- un soutien financier délibéré ou indirect de cette stratégie par des institutions publiques ou privées des pays musulmans les plus riches ;
- différents malaises politiques, économiques et sociaux de minorités victimes d'exclusion dans leur propre pays ou en terre d'émigration ;
- et, il faut bien le dire, une contestation montante de l'arrogance et de l'interventionnisme américains.

Quelle que soit la valeur des systèmes militaires, sécuritaire ou de renseignement internationaux, l'abaissement du niveau de la menace passe par le traitement de ces différents points. Et le plus urgent est évidemment celui du financement de la violence.

On en est loin. Dans son rapport public du 8 novembre 2005 devant le Sénat américain, le département du Trésor déplorait – preuves à l'appui - que, 5 ans après le 11/09, de nombreux donateurs privés d'Arabie Séoudite continuaient d'assurer le financement de structures idéologiques et opérationnelles de la violence fondamentaliste. Aucune conséquence n'a été tirée de ce rapport que la presse américaine et européenne ont soigneusement passé sous silence.

#### **4/ La coopération en matière de renseignement ne fonctionne pas suivant les mêmes schémas que les autres coopérations internationales**

Le principe de base de la réussite de toute coopération internationale est que, plus il y a de participants, mieux cela marche et meilleurs sont les résultats.

C'est en général vrai...sauf en matière de renseignement et particulièrement de renseignement antiterroriste. Il ne s'agit pas d'une perversion particulière ou de mauvaise volonté des services de renseignement mais d'une contrainte structurelle.

La finalité d'un service secret est de permettre à un Etat d'agir dans la plus extrême confidentialité, parfois de s'affranchir de ses engagements officiels, voire même de la légalité internationale. On ne va évidemment pas le crier sur les toits. Donc, dans ce domaine, toute coopération internationale s'aligne mécaniquement sur le participant le plus faible ou le moins fiable.

Nous avons vu tout à l'heure que la lutte antiterroriste supposait un certain nombre de choix ou d'arbitrages politiques délicats. Elle suppose aussi un regard critique et parfois des mesures de rétorsion contre le comportement en matière sécuritaire d'un certain nombre d'Etats qui sont par ailleurs des alliés stratégiques, des partenaires politiques ou économiques majeurs. Ce sont là des données que l'on peut partager en bilatéral, parfois au sein de groupes géographiques ou thématiques restreints mais qui ne peuvent en aucun cas s'accommoder d'une diffusion large et publique. M. de Vries en fait l'amère expérience au quotidien.

Mais là encore, cette nécessité de discrétion et de confidentialité se heurte aux exigences de publicité et de médiatisation formulées par les décideurs politiques pour justifier leur action auprès d'une opinion publique légitimement émue par la violence.

C'est cet ensemble de difficultés qui a conduit à privilégier le traitement de la violence islamique par le fracas médiatisé des armes – dont on voit aujourd'hui les limites et les dégâts collatéraux - plutôt que par la tri-thérapie silencieuse, douloureuse et ingrate du cocktail renseignement-police-justice.

Il n'y a pas de solution simple et univoque à la menace terroriste fondamentaliste. Mais il est certain que ce traitement ne peut se contenter de désigner un grand méchant loup plus ou moins virtuel et ignorer le fait que la menace provient de personnes. Et ces personnes ont une histoire, un passé, un parcours, des réseaux de solidarité et de financement qui peuvent fournir les clés nécessaires à la détection précoce leurs actions et donc à leur prévention.

Encore faut-il pour cela considérer que l'action conjuguée du renseignement, de la police et de la justice n'est pas destinée à se venger de l'offense mais à la prévenir. Avant de devoir appeler les pompiers pour éteindre le feu, il n'est pas inutile de demander leur avis pour éviter les risques d'incendie. En d'autres termes, avant d'être regardé comme un instrument de catharsis après l'épouvante, le renseignement antiterroriste doit être considéré comme une police d'assurance dont on paye la prime chaque année même s'il n'arrive rien et pour qu'il n'arrive rien.

Alain Chouet  
Monaco, le 3 novembre 2006